



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Tensions au Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2547

Texte de la question

TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

M. le président. La parole est à Mme Anne Genetet.

Mme Anne Genetet. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Il y a quelques jours, les États-Unis ont frappé un convoi en Irak, tuant notamment le général iranien Qassem Soleimani. Cet homme était mandaté par le Guide de la Révolution pour déstabiliser la région et figurait sur la liste des personnes considérées comme terroristes par l'Union européenne.

Cette opération pose la question de ce que nous pouvons faire. Je rappelle que la France était l'une des voix les plus intransigeantes au cours des négociations de l'accord sur le nucléaire iranien. Nonobstant, elle s'est toujours attachée à en défendre la lettre et l'esprit depuis son adoption, en 2015, promouvant la diplomatie et le dialogue au service d'une relation pacifiée avec l'Iran.

Depuis lors, faisant fi des sceptiques et des défaitistes, la France a été la seule – je dis bien la seule –, par la voix du Président de la République ainsi que celle de notre ministre Jean-Yves Le Drian, à avoir le courage d'œuvrer activement pour une désescalade entre l'Iran et les États-Unis.

M. Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est pas vrai ! Vous vous êtes alignés, c'est tout !

Mme Anne Genetet. La France ne serait pas la France si elle ne mettait pas tout en œuvre pour empêcher que quiconque commette une faute que nous ne connaissons que trop bien : la guerre !

M. Maxime Minot. Bien, madame la maîtresse !

Mme Anne Genetet. Il est clair que, si nous n'opposons aucune solution alternative à cet engrenage mortifère, les conséquences seront terribles : pour nos deux chercheurs détenus depuis le mois de juin dernier à Téhéran, Fariba Adelkhah et Roland Marchal (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) ; pour nos ressortissants sur place ; pour les populations locales ; pour l'équilibre de la région et, plus généralement, pour la sécurité du monde.

Monsieur le ministre, que pouvons-nous faire pour mobiliser les consciences face à cette escalade des tensions et pour nous assurer, à tout le moins, que la progression du sentiment anti-américain dans la région ne nourrisse pas un sentiment anti-européen ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.* – M. Jean-Paul Lecoq applaudit aussi.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Baptiste Lemoyne, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères*.

Madame Genetet, nous vivons une situation de crise grave, susceptible de mener, par le cycle d'actions et de réactions, à une situation comportant un risque de perte de contrôle.

M. Pierre Cordier. On la voyait venir !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, *secrétaire d'État*. Dans ce contexte, la France et les autres pays européens sont pleinement mobilisés. C'est pourquoi Jean-Yves Le Drian se trouve à Bruxelles au moment où je vous parle, en vue d'évoquer ces sujets graves, ainsi que celui de la Libye.

Il est pleinement mobilisé, comme le Président de la République, qui s'est entretenu avec le président américain, le président Poutine, le président turc et le président irakien pour rechercher les voies de la désescalade. Celle-ci est indispensable afin d'assurer la protection de nos ressortissants et, surtout, de poursuivre la lutte contre Daech. Le combat contre ce terrorisme fanatique doit se poursuivre.

La désescalade est évidemment indispensable aussi pour éviter toute prolifération nucléaire supplémentaire. Vous avez évoqué l'intransigeance de la France lors des négociations qui ont mené à l'accord de Vienne ; nous sommes tout aussi engagés pour qu'il soit pleinement respecté et pour que les différentes parties reviennent dans ce cadre, prévisible et qui permet le contrôle.

Les Européens se réunissent dès ce vendredi pour envisager de nouvelles mesures pour contribuer à la désescalade à laquelle appellent bien d'autres voix, notamment celle du secrétaire général des Nations unies. La mobilisation de la France se poursuit et se poursuivra. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Anne Genetet](#)

Circonscription : Français établis hors de France (11^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2547

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 janvier 2020](#)